

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/SG/N/6/CZE/7

11 mars 2002

(02-1214)

Comité des sauvegardes

Original: anglais

NOTIFICATION, AU TITRE DE L'ARTICLE 12:1 A) DE L'ACCORD SUR LES SAUVEGARDES, DE L'OUVERTURE D'UNE ENQUÊTE ET DES RAISONS DE CETTE ACTION

RÉPUBLIQUE TCHÈQUE

La Mission permanente de la République tchèque a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 7 mars 2002.

Conformément à l'article 12:1 a) de l'Accord de l'OMC sur les sauvegardes, et en se fondant sur le modèle de présentation adopté par le Comité des sauvegardes (G/SG/N/6), la République tchèque notifie l'ouverture d'une enquête en matière de sauvegarde:

1. Date d'ouverture de l'enquête

6 mars 2002.

2. Produit faisant l'objet de l'enquête

Certains tubes et tuyaux soudés, en fer ou en aciers non alliés, de section circulaire (positions 7306 30 21, 7306 30 29, 7306 30 59, 7306 30 71, 7306 30 78, 7306 60 31 et 7306 60 39 de la ND).

3. Raisons pour lesquelles l'enquête a été ouverte

L'enquête a été ouverte par le Ministère de l'industrie et du commerce qui dispose d'éléments de preuve suffisants de l'accroissement substantiel des importations du produit en question, dans l'absolu ou par rapport à la production nationale, à des conditions telles qu'il cause ou menace de causer un dommage grave à la branche de production nationale concernée.

Les importations du produit en cause se sont accrues de 147,5 pour cent en 2001 pour s'établir à 144 757 tonnes, contre 98 111 tonnes en moyenne pendant les trois années allant de 1998 à 2000. Les prix moyens à l'importation sont tombés de 22,4 Kc/kg en 1998 à 18,4 Kc/kg en 2001. Du fait de l'accroissement des importations et des conditions de ces importations, la production nationale a baissé de 47,6 pour cent, tombant à 84 193 tonnes en 2001, et l'emploi dans la branche de production nationale a baissé de 35 pour cent, si l'on compare les données pour la même période. L'utilisation de la capacité nationale est tombée à 34 pour cent en 2001.

./.

Le Ministère de l'industrie et du commerce a conclu qu'il existait des éléments prouvant qu'un accroissement substantiel des importations du produit en question causait ou menaçait de causer un dommage grave à la branche de production nationale et a donc décidé d'ouvrir l'enquête.

La décision d'ouvrir l'enquête a été publiée dans le Bulletin commercial daté du 6 mars 2002.
